



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des achats de l'État**

**ACCORD-CADRE  
RELATIF À LA SOUSCRIPTION ET À LA GESTION  
D'ABONNEMENTS À DES PÉRIODIQUES  
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)  
Commun à l'ensemble des lots (1, 2, 3, 4 et 5)**

**N° de la Consultation : AC\_DAE\_Abonnements\_2024**

<b>N° LOT</b>	<b>Intitulés lots séparés</b>
<b>LOT 1</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des « services du Premier ministre », des ministères de « l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique », de « l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 2</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « l'Intérieur », des « Outre-mer », de « la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche », de « l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 3</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et de la Recherche », des « Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative », de « la Justice », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 4</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles », de « l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes », de « l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire », de certains de leurs établissements publics et autres organismes, <u>ainsi que</u> certains établissements publics du ministère des « Armées ».
<b>LOT 5</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de la « Culture », de « l'Europe et des Affaires étrangères (y compris le réseau diplomatique et consulaire à l'étranger et en France) », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.

**Procédure de consultation :** Appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-2, et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>

<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
4.1	BENEFICIAIRES.....	4
4.2	DEROGATIONS A L'EXCLUSIVITE DONT BENEFICIENT LES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE. ....	5
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
7.1	CADRE GENERAL .....	7
7.2	RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
10.1	REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
10.1.1	Représentation de l'acheteur et des bénéficiaires .....	8
10.1.2	Représentation du titulaire et des bénéficiaires .....	8
10.2	CONDITIONS D'EXECUTION .....	8
10.2.1	Remplacement des intervenants .....	8
10.2.2	Emission et exécution des bons de commande .....	9
10.2.3	Pilotage.....	10
10.3	RELATIONS FOURNISSEURS .....	13
	Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie .....	13
10.4	CONSIDERATIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET A LA SOUS-TRAITANCE .....	15
10.5	OBLIGATION DU TITULAIRE .....	15
10.5.1	Obligation de résultat.....	15
10.5.2	Obligation de conseil .....	15
10.5.3	Obligation d'information.....	16
10.5.4	Mesures de sécurité.....	16
10.6	RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	16
10.7	CONSIDERATIONS SOCIALES .....	16
10.7.1	Les publics éligibles .....	16
10.7.2	L'objectif d'insertion .....	17
10.7.3	Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire .....	18
10.7.4	Le suivi du dispositif.....	18
10.8	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	20
10.9	BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE .....	20
10.10	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	21
10.11	CONFIDENTIALITE, SECRET DES AFFAIRES ET SERVICES PROTEGES .....	25
10.12	LOCALISATION DES SERVEURS .....	25
10.13	CLAUDE DE REEXAMEN .....	26
10.14	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	26
10.14.1	Contrôle.....	26
10.14.2	Opérations de vérification .....	26
10.14.3	Constatacion de l'exécution des prestations.....	26
10.15	PENALITES .....	26
10.15.1	Principe du contradictoire .....	27
10.15.2	Pénalité de retard .....	27
10.15.3	Pénalités liées à l'exécution des prestations .....	27
10.15.4	Mise en œuvre des pénalités .....	28

<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>REGIME FINANCIER .....</b>	<b>28</b>
11.1	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	29
11.2	VARIATION DES PRIX .....	29
11.3	TAUX DE CHANGE .....	29
11.4	ACCORDS COMMERCIAUX ET REMISES .....	30
11.5	INTERRUPTION D'UN ABONNEMENT AVANT ECHEANCE .....	30
11.6	AVANCES .....	30
11.7	MODALITE FINANCIERES .....	30
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>35</b>
12.1	ECHANGES DEMATERIALISES.....	35
12.2	LANGUE .....	35
12.3	SOUS-TRAITANCE .....	35
12.4	ASSURANCES .....	36
12.5	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES .....	36
12.6	RESILIATION .....	37
12.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	37
12.8	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE .....	37
12.9	DIFFERENDS .....	39
12.10	LITIGES ET CONTENTIEUX .....	39
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>39</b>

## ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le présent accord-cadre est porté par :

L'Etat,

Direction ou service : **Direction des Achats de l'Etat**

Adresse : **59 Bd Vincent Auriol**

Code Postal : **75703 Cedex 13**

Ville : **PARIS**

Siret : 130 022 205 00012

Téléphone : 01.44.97.28.53 / 61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'Etat, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 22 novembre 2024 portant délégation de signature (direction des achats de l'Etat).

## ARTICLE 2 - GLOSSAIRE

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des différents documents particuliers de l'accord-cadre, les termes mentionnés ci-après sont définis selon le glossaire de l'article 1.1 du CCTP.

## ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la souscription et la gestion d'abonnements à des périodiques, soit des abonnements à des publications et à des services de presse en ligne, français et étrangers, généralistes ou spécialisés, sous la forme d'abonnements individuels, groupés, collectifs ou par bouquet ainsi que l'adhésion à des sociétés savantes.

La diffusion peut être sous forme papier et/ou numérique.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code(s) CPV de la consultation : 79980000 (Services d'abonnement)

## ARTICLE 4 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1 BÉNÉFICIAIRES

Ces abonnements sont souscrits pour le compte des services de l'État (administrations centrales, services déconcentrés, juridictions, autorités administratives indépendantes), la préfecture de police de Paris, prise en sa qualité de service déconcentré et en sa qualité de pouvoir adjudicateur « ville de Paris », hors Ministère des Armées et au bénéfice de certains établissements publics et autres organismes mentionnés dans l'annexe « CCAP\_Annexe\_Constitution\_lots

Cette annexe précise, pour chaque lot, la liste des bénéficiaires (ministères, autorités administratives indépendantes, établissements publics et autres organismes), en indiquant le montant estimatif et la date indicative d'entrée dans l'accord-cadre de chacun de ces bénéficiaires.

Une convention de groupement permanente est conclue conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et des établissements publics et autres organismes.

Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue entre la DAE et la Préfecture de Police de Paris, pour ce qui concerne les besoins des sites occupés par la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ».

A noter que certains bénéficiaires peuvent être représentés par un mandataire (notamment l'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'Etat, dite AGILE), agissant en leur nom et pour leur compte.

Dans l'objectif d'optimisation des abonnements, les bénéficiaires souscrivent le/les abonnement(s) pour leurs utilisateurs finaux :

- Leurs étudiants ou stagiaires ;
- Leurs agents ;
- Ou toute personne désignée par leurs soins (conseillers, etc.).

#### **4.2 DEROGATIONS A L'EXCLUSIVITE DONT BENEFICIENT LES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE.**

Les bénéficiaires du présent accord-cadre peuvent avoir recours à d'autres prestataires dans les situations suivantes, dont la qualification relève de la seule appréciation de l'Administration

- Si certains éditeurs refusent de consentir des abonnements à leurs publications via une société intermédiaire ou si l'agence d'abonnement confirme ne pouvoir intégrer la publication à son catalogue, des abonnements peuvent être souscrits directement auprès de ces éditeurs dans le cadre d'un marché interministériel, ministériel ou propre à un établissement ou à un autre organisme. **A titre indicatif, il existe des marchés interministériels notamment avec les éditeurs Lexis-Nexis, Dalloz, Francis Lefebvre et la Société Générale de Presse, sans que cette liste soit limitative.**
- Pour les bénéficiaires ayant adhéré à un ou plusieurs groupements de commandes du Consortium Couperin, les publications et/ou éditeurs concernés avec lesquels ils ont déjà contractualisé via ce consortium sont **exclus de ce marché. La liste** est précisée pour **chaque bénéficiaire du Consortium Couperin** dans l'annexe au CCTP les référençant.
- Les bénéficiaires se réservent la possibilité de passer un marché avec un kiosquier pour les abonnements destinés à des personnalités, hautes autorités et membres de cabinets ministériels (dits VIP), notamment par exemple pour des prestations de livraisons matinales de la presse, si ces livraisons ne peuvent pas être réalisées via le présent marché. Enfin, en cas de besoin impératif et sous réserve d'avoir préalablement saisi le titulaire, sans pouvoir s'orienter vers des produits de substitution, des achats en kiosque, des abonnements de courte durée peuvent être ponctuellement pris en dehors du cadre du marché lorsque ceux-ci sont destinés à assurer la continuité d'un abonnement ou dans l'attente de la mise en place des abonnements par le titulaire.

Le recours à l'une ou l'autre de ces dérogations par les bénéficiaires ne saurait ouvrir droit à une quelconque indemnisation des titulaires du présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT**

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N° LOT	Intitulés lots séparés
<b>LOT 1</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des « services du Premier ministre », des ministères de « l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique », de « l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 2</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « l'Intérieur », des « Outre-mer », de « la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche », de « l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 3</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et de la Recherche », des « Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative », de « la Justice », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.
<b>LOT 4</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de « du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles », de « l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes », de « l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire », de certains de leurs établissements publics et autres organismes, <u>ainsi que</u> certains établissements publics du ministère des « Armées ».
<b>LOT 5</b>	Souscription et gestion d'abonnement pour le compte des ministères de la « Culture », de « l'Europe et des Affaires étrangères (y compris le réseau diplomatique et consulaire à l'étranger et en France) », de certains de leurs établissements publics et autres organismes.

Chaque lot est un marché.

La constitution des lots (bénéficiaires, montants annuels estimatifs, date indicative de la 1<sup>ère</sup> campagne d'abonnement) est décrite à l'annexe « CCAP\_Annexe\_Constitution\_lots ».

A titre informatif et non contractuel, le montant estimatif [HT](#) de chacun des lots de l'accord-cadre est le suivant :

N°LOT	Montant estimatif HT pour toute la durée de l'accord-cadre reconductions comprises
<b>LOT 1</b>	<b>14,5 M€</b>
<b>LOT 2</b>	<b>14,2 M€</b>
<b>LOT 3</b>	<b>12,8 M€</b>
<b>LOT 4</b>	<b>6,4 M€</b>
<b>LOT 5</b>	<b>6,3 M€</b>

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

#### ARTICLE 6 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Les lots 1, 2, 3, 4 et 5 de l'accord-cadre sont mono-attributaires.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande par chaque bénéficiaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum par lot, décomposé de la manière suivante :

N°LOT	Montants maximums par lot HT pour toute la durée de l'accord-cadre reconductions comprises
LOT 1	43,7 M€
LOT 2	42,8 M€
LOT 3	38,6M€
LOT 4	19,4 M€
LOT 5	18,9 M€
Total	163,5 M€

Le montant maximal de la somme des lots du présent accord-cadre est fixé à **163,5M€**, reconductions incluses. Ce montant maximal correspond à trois (3) fois le montant estimatif cumulé de l'ensemble des lots et de la somme des montants par lot, tel que mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Chaque lot cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 7.1 CADRE GENERAL

Chaque lot est conclu pour une durée de 24 mois.

Ces durées s'entendent hors reconduction(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

### 7.2 RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot peut faire l'objet de 2 reconductions d'une durée de 12 mois chacune.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de **deux (2) mois**.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre n'est pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## ARTICLE 8 - LIEU D'EXECUTION

Les lieux d'exécution de l'accord-cadre sont, pour chacun des lots, la France métropolitaine (y compris Corse) les départements, régions et collectivités d'outre-mer (DROM et COM) et l'étranger pour toutes les représentations diplomatiques et consulaires françaises.

## ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) pour chacun des lots et ses annexes :
  - **Annexe 1** : Bordereau des frais de gestion et de remise par lot
  - **Annexe 2** : Engagement portant sur l'exécution de la clause sociale d'insertion de publics éloignés de l'emploi
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
  - **Annexe** : Constitution des lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - **Annexe n° 1 à 5** : Liste estimative des titres distincts pour chacun des lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique ou offre du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 10.1 REPRESENTATION DES PARTIES

#### 10.1.1 Représentation de l'acheteur et des bénéficiaires

Le représentant désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné dans un délai d'un (1) mois après la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de représentant au titulaire.

Chaque bénéficiaire de l'accord-cadre désigne également au moins un correspondant chargé du suivi de l'exécution des prestations relatives à son périmètre.

L'ensemble des correspondants est désigné dans un délai d'un (1) mois après la notification de l'accord-cadre. Chaque bénéficiaire transmet ces informations au titulaire. Des modifications et ajouts de correspondants pourront être prévus en cours d'exécution de l'accord-cadre. Toute modification des représentants est notifiée au titulaire.

#### 10.1.2 Représentation du titulaire et des bénéficiaires

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs (représentant et suppléant le cas échéant), habilités à le représenter auprès de l'acheteur et des bénéficiaires de l'accord-cadre, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande, dans un délai de trente (30) jours après la notification de l'accord-cadre pour chaque lot.

Le titulaire s'engage à informer, dans les plus brefs délais, par courrier électronique, l'acheteur et les bénéficiaires de l'accord-cadre concernés par toute modification du (des) représentant(s) désigné(s).

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### 10.2 CONDITIONS D'EXECUTION

#### 10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et les bénéficiaires se réservent le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de trente (30) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur et les bénéficiaires. Dans les trente (30) jours suivants cette notification à l'acheteur et aux bénéficiaires, le titulaire doit communiquer à l'acheteur et aux bénéficiaires le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur et les bénéficiaires ne le refusent pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur et les bénéficiaires refusent le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente (30) jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois refus successives motivées par l'acheteur et les bénéficiaires, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### 10.2.2 Emission et exécution des bons de commande

**Aucune signature** des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

La date de départ du délai d'exécution du bon de commande est celle indiquée sur ce bon de commande. Cependant en cas de date de notification du bon de commande au fournisseur postérieure à la date d'exécution indiquée sur ce bon de commande, la date de début du délai d'exécution est la date de notification. Le titulaire accuse réception du bon de commande.

Chaque bon de commande, et son annexe détaille notamment :

- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire, le cas échéant, à la transmission de la facture) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture) ;
- Le code du service en charge du paiement (nécessaire à la transmission de la facture, le cas échéant) ;
- La désignation des abonnements à souscrire, **la date de début de l'abonnement**, sa durée en précisant si besoin, les adresses de livraison pour les publications papier ou les adresses courriel des utilisateurs ou adresses IP pour les publications électroniques ;
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- Le taux et montant de TVA ;
- Le délai d'exécution des abonnements ;
- La date de début d'exécution du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, **lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au bénéficiaire dans un délai de quarante-huit (48) heures maximum à compter de la date de réception du bon de commande** par courriel ou tout autre moyen de transmission permettant d'attester de façon certaine la réception de la commande, sous peine de forclusion.

Passé ce délai, le titulaire est engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par les bénéficiaires passant le bon de commande, font l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du bénéficiaire ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au bénéficiaire les faits, dans les quinze (15) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le bénéficiaire dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et leur exécution ne peut excéder soit la fin de l'année civile (31 décembre) de l'année de fin de validité de l'accord-cadre soit, en cas de refus d'un éditeur d'aligner l'échéance de l'abonnement sur cette date, un an à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### 10.2.3 Pilotage

#### 10.2.3.1 Tableau de répartition des responsabilités

Répartition des responsabilités		
Prestations	Acheteur	Bénéficiaire
Passation, signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, renouvellement de l'accord-cadre, résiliation de l'accord-cadre, agrément des sous-traitants le cas échéant, suivi de l'exécution de l'accord-cadre	Pilote	*
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre	Pilote	Contributeur
Réunion de lancement avec les titulaires	Pilote	Contributeur
Suivi du plan de progrès	Pilote	Contributeur
Gestion et suivi d'exécution des bons de commande	*	Pilote
Révision des prix	Pilote	Contributeur
Agrément des sous-traitants le cas échéant	Pilote	*
Application des pénalités listées à l'article 10.15 du présent CCAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pénalité pour retard dans la transmission des données statistiques ;</li> <li>• Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique ;</li> <li>• Pénalités liées aux considérations environnementales ;</li> <li>• Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre ;</li> <li>• Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pénalité pour retard dans la transmission des données statistiques ;</li> <li>• Pénalités pour non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations</li> <li>• Pénalité pour non-respect des délais contractuels de prise en compte des changements d'adresse ou de service bénéficiaire</li> <li>• Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.</li> </ul>

### **10.2.3.2 Données statistiques de consommation sur l'accord-cadre**

Afin de réaliser le bilan de l'année écoulée, le titulaire transmet à l'acheteur un état de son activité en termes de volumétrie et en terme financier à une **fréquence semestrielle, entre le 1<sup>er</sup> et le 31 juillet au plus tard** pour les données du 1<sup>er</sup> janvier au 30 Juin (1<sup>er</sup> semestre) et **entre le 1<sup>er</sup> et le 31 janvier au plus tard** pour les données du 1<sup>er</sup> Juillet au 31 décembre (2<sup>ème</sup> Semestre).

Cet état d'activité comprend les tableaux statistiques portant sur les éléments suivants :

- Dénomination du bénéficiaire ;
- Nombre d'abonnements en cours par titre et par éditeur ;
- Nombre d'abonnements en cours par type (papier ou/et électronique) ;
- Nombre d'adhésion à des sociétés savantes (avec format de la publication associée (papier et/ou électronique) ;
- Montant commandé par titre et par éditeur ;
- Montant facturé ;
- Montant payé ;
- Taux de frais de gestion et de remises ;
- Nombre de réclamations émises ;
- Type de réclamations émises ;
- Délai de traitement moyen des réclamations ;
- Nombre d'avoir émis ;
- Nombre de factures rejetées ;
- Nombre de sollicitations de l'assistance technique à l'utilisation de la plateforme de gestion.

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande, quelles que soient de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Le titulaire transmet les statistiques afférentes au nombre, type et délai de traitement moyen des réclamations sur périmètre VIP, **à la demande** de l'acheteur, sans avoir à l'adresser systématiquement à la fin de chaque semestre.

#### **Modalités de transmission des statistiques à l'acheteur**

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

### **10.2.3.3 Données statistiques des bénéficiaires de l'accord-cadre**

Le titulaire transmet **trimestriellement** (au plus tard le 26 avril, 26 juillet, 26 octobre et 26 janvier) à chaque correspondant des services bénéficiaires relevant de son périmètre chargé du suivi de l'exécution, les tableaux statistiques portant sur les éléments suivants :

- Nombre d'abonnements en cours par titre et par éditeur ;
- Nombre d'abonnements en cours par type (papier, électronique ou couplé)
- Nombre d'adhésion à des sociétés savantes (avec format de la publication associée (papier et/ou électronique) ;
- Montant des commandé par titre et par éditeur ;
- Montant facturé ;
- Montant payé ;
- Taux de frais de gestion et de remises
- Nombre de réclamations émises ;
- Type de réclamations émises ;
- Délai de traitement moyen des réclamations ;
- Nombre d'avoir émis ;
- Nombre de factures rejetées ;
- Nombre de sollicitations de l'assistance technique à l'utilisation de la plateforme de gestion.

Le titulaire transmet les statistiques afférentes au nombre, type et délai de traitement moyen des réclamations sur périmètre VIP **au bénéficiaire qui en fait la demande**, sans avoir à l'adresser systématiquement à la fin de chaque semestre

#### **Modalités de transmission des statistiques aux bénéficiaires**

Toutes les données statistiques sont présentées sous format dématérialisé (tableur sous format courant (au minimum XLS(X) ou ODS). Elles sont mises à disposition sur la plateforme de gestion. Elles peuvent être transmises aux adresses courriel qui seront communiquées après notification de l'accord-cadre, uniquement si le bénéficiaire en fait la demande.

#### **10.2.3.4 Etablissement de la liste valorisée des abonnements en cours**

Le titulaire s'engage à fournir, lors du lancement de la campagne annuelle, pour chaque service bénéficiaire la liste valorisée, sous format électronique, des abonnements en cours, comprenant impérativement :

- Le titre complet de chaque publication et le numéro ISSN ou l'éditeur correspondant ;
- La version de l'abonnement (papier et/ou électronique) ;
- Le libellé des destinataires ;
- La référence commune entre les parties ;
- Le tarif public éditeur H.T et l'année de référence de ce tarif ;
- La période d'abonnement ;
- Le montant des frais de gestion ;
- Le montant de la remise ;
- Le prix unitaire net H.T ;
- Le ou les taux de TVA ;
- Le ou les montants de TVA ;
- Le prix T.T.C ;
- Le taux de change (hors zone euros) ;
- Le montant total T.T.C de la liste valorisée.

**En fin de contrat, au plus tard un (1) mois avant l'échéance du marché public, cette liste est transmise au bénéficiaire. Le bénéficiaire transmet cette liste au nouveau titulaire.**

#### **10.2.3.5 Réunions de déploiement et de suivi en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Pour toutes les configurations de réunions présentées à cet article, le titulaire mobilise les ressources pertinentes et nécessaires pour la réussite de ce déploiement. En cas d'absence d'une ou des personnes nommées, le titulaire a la possibilité de la ou les faire remplacer, par toute personne qu'il désigne. Il en informe l'acheteur et le service bénéficiaire dès que possible, et lui garantit que le remplaçant dispose des connaissances nécessaires, et des compétences équivalentes à la personne qu'il remplace, pour pouvoir valablement la suppléer.

##### **10.2.3.5.1 Réunion de déploiements de l'accord-cadre**

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre, l'acheteur organise au minimum **une réunion de lancement** avec le titulaire de chaque lot. Les représentants des bénéficiaires, le titulaire et l'acheteur se réunissent, afin d'appréhender les aspects commerciaux et techniques de l'exécution du marché.

Pour mener à bien cette phase, cette réunion est suivie de réunions mensuelles avec l'acheteur. Les bénéficiaires mettent en place avec le titulaire les modalités de suivi du déploiement leur étant adaptées.

##### **10.2.3.5.2 Réunion de suivi en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Le titulaire est tenu d'assurer **un suivi régulier** de l'accord-cadre et de faire preuve de réactivité suite aux différentes demandes de l'acheteur et des bénéficiaires.

Pour la bonne exécution du marché, le titulaire s'engage à tenir régulièrement informé l'acheteur ou les bénéficiaires des suites données à leurs demandes.

L'acheteur et les bénéficiaires informent le titulaire de la tenue de toute réunion à laquelle sa présence est souhaitée. Le titulaire s'engage à participer à autant de réunions qu'il sera jugé nécessaire par l'acheteur et les bénéficiaires, dès lors qu'il en a été averti par courriel ou télécopie, au moins quarante-huit (48) heures avant la date et heure prévue.

#### **10.2.3.5.3 Revue de contrat annuelle**

Tenue et organisée au niveau national par l'acheteur, une fois par an au minimum la revue de contrat permet d'assurer un suivi global et exhaustif de l'état d'exécution des prestations confiées au titulaire, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

A cette réunion les points suivants notamment sont abordés :

- Mise en place de l'accord-cadre : reprise des abonnements existants auprès des éditeurs et de la précédente agence d'abonnement, formations, création de l'architecture des comptes et code d'accès... ;
- Satisfaction des exigences du CCAP et du CCTP ainsi que la qualité de service ;
- Passation des commandes : consultation du catalogue, dans le cadre de la campagne d'abonnement, gestion des commandes urgentes, des devis... ;
- Facturation, mise en œuvre des accords commerciaux ;
- Gestion des réclamations et suivi général des abonnements, rapports ;
- Transmission des statistiques.

De manière générale et pour l'ensemble des réunions susvisées, le titulaire doit :

- Se rendre disponible pour toute réunion en présentiel et/ou conférence téléphonique ou visioconférence ;
- Pour la bonne préparation de toute réunion, à **fournir les différents livrables, deux (2) jours ouvrables** avant la tenue d'une réunion ;

L'audioconférence et la visioconférence sont privilégiées pour toutes ces réunions. Par exception, la présence physique du titulaire peut être requise a minima dans les cas suivants :

- Réunion de démarrage (tous lots) à Paris ;
- Réunion de revue de contrat annuel (tous lots) à Paris.

### **10.3 RELATIONS FOURNISSEURS**

---

#### **Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie**

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la charte de déontologie de la Direction des achats de l'Etat.

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents, tant contractuels que fonctionnaires, dans ses activités.

Le titulaire est invité à en prendre connaissance à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/charte-relations-fournisseurs-responsables>

**L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR** : la direction des achats de l'Etat est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, la Direction des achats de l'Etat souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme SO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique.

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure cumulativement que :

- Ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- Le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à [mediateur.dae@finances.gouv.fr](mailto:mediateur.dae@finances.gouv.fr) une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le réfère au sein du service concerné de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le réfère au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend seront également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de huit (8) jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

#### **10.4 CONSIDERATIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET A LA SOUS-TRAITANCE**

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- Mise en place du marché

Souscription et gestion des abonnements Ces tâches sont décrites aux articles 6.1.1, 6.1.2 et 6.1.3 du CCTP.

#### **10.5 OBLIGATION DU TITULAIRE**

##### **10.5.1 Obligation de résultat**

Pendant toute la durée de cet accord-cadre (phase de déploiement et d'exécution), le titulaire a pour obligation de préparer, l'année d'abonnement N-1, la liste des abonnements souhaités par les bénéficiaires.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ces abonnements sont calés sur une durée annuelle de préférence du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, ou en cas de refus d'un éditeur d'aligner l'échéance de l'abonnement sur ces dates, sur un an à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

L'acheteur et les bénéficiaires de l'accord-cadre s'engagent à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché pour sa bonne performance opérationnelle et la résolution des difficultés rencontrées.

##### **10.5.2 Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels ou surcoûts au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Ce rapport doit être transmis par courriel aux représentants des bénéficiaires ainsi qu'à l'acheteur avant chaque revue de contrat annuelle.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

##### **10.5.2.1 Plan de progrès relatif à l'impact environnemental de la plateforme ou outil de gestion et de l'utilisation de données numériques (lecture de publication et modalités de transmission de statistiques)**

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès à la date anniversaire de notification la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis sur le plan environnemental détaillé à l'article 6.6 du CCTP en fonction des enjeux de l'accord-cadre. Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir **annuellement** un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès : les objectifs ; les indicateurs de mesure.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

#### **10.5.3 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations et il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

#### **10.5.4 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Ces mesures seront indiquées au titulaire suffisamment en amont de la réalisation de la prestation pour qu'elle n'en impacte pas le délai de réalisation, et si elles devaient venir l'impacter, le retard consécutif ne serait pas imputable au titulaire.

---

### **10.6 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

---

### **10.7 CONSIDERATIONS SOCIALES**

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Cette clause est applicable à **tous les lots (1, 2, 3, 4 et 5)**

Cet engagement figure dans l'annexe à l'acte d'engagement « Engagement relatif à l'exécution de la clause sociale d'insertion ».

En cas de sous-traitance, le titulaire peut faire respecter cette obligation, le cas échéant, par son ou ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent marché

#### **10.7.1 Les publics éligibles**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;

- Les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire ;
- Les bénéficiaires d'allocations : allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV) ; allocation transitoire de solidarité (ATS)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail : entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des Services de l'emploi pénitentiaire et des Régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ;
- D'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi. Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande de l'acheteur.

### 10.7.2 L'objectif d'insertion

Le volume horaire d'insertion suivant est réservé aux personnes relevant des publics éligibles :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser :	Pour la durée ferme d'exécution du marché (24 premiers mois)	Pour chaque période de 12 mois supplémentaire (reconductions)
<b>LOT n°1</b>	600	300
<b>LOT n°2</b>	600	300
<b>LOT n°3</b>	500	250
<b>LOT n°4</b>	250	125
<b>LOT n° 5</b>	250	125

### Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personnes recruté(es) dans le cadre de l'exécution des clauses d'insertion par l'activité économique à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés et à due proportion.

### **10.7.3 Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire**

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du marché et la livraison de la prestation. Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion. Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs modalités définies ci-après :

✓ **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

Le titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

*Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise du titulaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

Le titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance** avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée

Le titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée

### **10.7.4 Le suivi du dispositif**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC

**Clément COQUERY**  
**Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises**  
[clement.coquery@epec.paris](mailto:clement.coquery@epec.paris)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;

- Informer et orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

#### **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande de l'acheteur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à l'acheteur dont les interlocuteurs seront désignés un (1) mois après la notification de l'accord-cadre et au destinataire suivant de l'EPEC : [clement.coquery@epec.paris](mailto:clement.coquery@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10.14.3.1 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

#### **Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion**

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

#### **10.8 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental à l'article 6.6 du CCTP.

#### **10.9 BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

## **10.10 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les bénéficiaires sont responsables du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de chaque bénéficiaire les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **Précisions terminologiques**

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) sont chaque bénéficiaires et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

### **Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de chaque bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) : souscription et gestion d'abonnements à des périodiques, soit des abonnements à des publications et à des sites internet d'actualités, français et étrangers, généralistes, régionaux ou spécialisés, sous la forme d'abonnements individuels, groupés, collectifs ou par bouquet ainsi que l'adhésion à des sociétés savantes. La diffusion peut être sous forme papier ou/et numérique.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 48 mois.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, l'effacement ou la destruction.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : noms, prénoms, fonctions, coordonnées professionnelles

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : les agents des services de l'Etat et des établissements publics et autres organismes relevant du périmètre de l'accord-cadre.

### **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### **Mise en œuvre du traitement**

#### **Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur**

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de chaque bénéficiaire figurant dans les documents particuliers du présent accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement chaque bénéficiaire ;

3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer chaque bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de chaque bénéficiaire pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### **Sous-traitance des activités de traitement**

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit chaque bénéficiaire (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si chaque bénéficiaire n'a pas émis d'objection **pendant le délai de 21 jours** à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de chaque bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent

(téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de chaque bénéficiaire. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de chaque bénéficiaire, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe chaque bénéficiaire de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

#### **Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement**

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec chaque bénéficiaire avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de chaque bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

#### **Notification des violations de données à caractère personnel**

**Le titulaire notifie à chaque bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 5 heures** après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile **afin de permettre à chaque bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente** (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) **si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.**

Après accord écrit de chaque bénéficiaire, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de chaque bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel **dans un délai maximum de 12 heures** à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que chaque bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de chaque bénéficiaire, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que chaque bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide chaque bénéficiaire :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

### **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, chaque bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Chaque bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à chaque bénéficiaire ou au tiers désigné par chaque bénéficiaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

### **Délégué à la protection des données**

Dès la notification de l'accord-cadre, chaque bénéficiaire communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

### **Registre des activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de chaque bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de chaque bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de chaque bénéficiaire ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les pénalités sont décrites à l'article 10.14 « *Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel* ».

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

#### **10.11 CONFIDENTIALITE, SECRET DES AFFAIRES ET SERVICES PROTEGES**

---

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire est informé qu'il lui est demandé, pour respecter l'anonymat des personnes appartenant aux unités ou aux services visés aux articles 413-13 et 413-14 du Code pénal et à l'article 39 sexies de la loi de 1881 sur la liberté de la presse, de ne pas disposer des données susceptibles d'identifier ces agents et de mettre, à leur disposition, des envois à des adresses anonymisées selon les procédés décrits à l'article 6.1.4 - « *S'assurer de la livraison des abonnements* » du CCTP. Le titulaire prend toutes les dispositions pour protéger la confidentialité de ces identités en cas de piratage.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de souscription et gestion d'abonnements à des périodiques, soit des abonnements à des publications et à des services de presse en ligne, français et étrangers, généralistes ou spécialisés, sous la forme d'abonnements individuels, groupés, collectifs ou par bouquet ainsi que l'adhésion à des sociétés savantes. La diffusion peut être sous forme papier et/ou numérique.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze **(15) jours** avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### **10.12 LOCALISATION DES SERVEURS**

---

[Le titulaire fournit à titre informatif la localisation des moyens utilisés pour l'exécution de tout ou partie d'un marché public sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne.](#)

#### 10.13 CLAUSE DE REEXAMEN

La clause de réexamen, en application des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du code de la commande publique, porte sur l'augmentation du montant maximum, En tant que de besoin, les parties modifient par avenant le montant maximum de l'accord-cadre fixé à l'article 6 du présent CCAP.

L'augmentation du maximum de l'accord-cadre est limitée à 20% du montant initialement fixé.

N°LOT	Montants maximums par lot HT pour toute la durée de l'accord-cadre reconductions comprises
LOT n°1	17,5 M€
LOT n°2	17,1 M€
LOT n°3	15,4 M€
LOT n°4	7,7 M€
LOT n° 5	7,5 M€

#### 10.14 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

##### 10.14.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

##### 10.14.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées par le bénéficiaire désigné sur chaque bon de commande en application du CCAG de référence.

La vérification qualitative est effectuée après livraison de la fourniture et exécutée par les bénéficiaires.

Conformément au CCAG de référence, le délai pour les vérifications est fixé à quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

##### 10.14.3 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées par le bénéficiaire désigné sur chaque bon de commande en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

#### 10.15 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard, par dérogation au CCAG de référence.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

#### **10.15.1 Principe du contradictoire**

Lorsque l'acheteur ou chaque bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter du premier (1<sup>er</sup>) jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Soit à défaut de réponse du titulaire dans ce délai, soit si l'acheteur ou chaque bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités peuvent être déduites sur les factures à venir tout au long de l'exécution des prestations.

#### **10.15.2 Pénalité de retard**

##### **10.14.2.1 Pénalités pour non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations – article 7 du CCTP- (prise en charge des commandes, mise en service des abonnements, traitement des réclamations, ...), le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 10 € par jour de retard et par abonnement. Les pénalités commencent à courir dès l'expiration du délai contractuel d'exécution.

Dans l'hypothèse où le dépassement du délai contractuel n'est pas imputable au titulaire, ce dernier doit avertir le bénéficiaire concerné par courriel ou via la plateforme de gestion, dès qu'il en a connaissance, et l'informer de la durée et des motifs du retard. L'application de la pénalité est fonction des éléments de réponse transmis, et de l'appréciation du bénéficiaire concerné.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour présenter au bénéficiaire les raisons du retard. Passé ce délai, les pénalités sont appliquées par les bénéficiaires concernés.

##### **10.14.2.2 Pénalité pour non-respect de prise en compte des changements d'adresse ou de service bénéficiaire**

En cas de non-respect de prise en compte des changements d'adresse ou de service destinataire article 6 1 2 5 du CCTP, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 5 % du montant de l'abonnement concerné par quinzaine de retard dans la limite du plafond de 10 % du montant de l'abonnement concerné.

##### **10.14.2.3 Pénalités pour retard dans la transmission des données statistiques**

En cas de retard dans la transmission des données statistiques aux dates précisées, une pénalité de 100 € par semaine de retard pour chaque restitution sera appliquée à compter de l'envoi par l'acheteur ou le bénéficiaire d'un courriel de constatation de la non-délivrance des données. Suite à cette mise en demeure préalable, toute semaine entamée est due. Une semaine s'entend du lundi au vendredi.

#### **10.15.3 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

#### **10.14.3.1 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **75 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **60 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### **10.14.3.2 Pénalités liées aux considérations environnementales**

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article "*Considérations environnementales*" du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 45€ par "non-conformité" constatée.

#### **10.14.3.3. Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel**

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 150 euros par heure pour absence de notification à chaque bénéficiaire d'une violation de données à caractère personnelle,
- 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification en cas de non-communication de l'identité du DPD)

#### **10.14.3.4 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre**

En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur **lorsque les consommations atteignent 50 % des quantités/valeurs maximales** indiquées par l'acheteur dans les documents de la consultation, il est appliqué une pénalité égale à **100 euros HT** par jour.

#### **10.14.3.5 Pénalités liées au défaut de transmission de contrat de sous-traitance**

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité, par dérogation au CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité journalière de **100 EUR HT** par jour de retard

### **10.15.4 Mise en œuvre des pénalités**

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait du bénéficiaire :

- Soit déduites du montant des factures à venir
- Soit récupérées à la suite de l'émission, par le bénéficiaire d'un titre de recettes.

Ces pénalités sont appliquées par les bénéficiaires.

Pour les pénalités mises en œuvre au niveau de l'accord-cadre, donc par l'acheteur, elles sont décrites à l'article 10.2.3 « Pilotage » du présent CCAP. Ces pénalités font l'objet d'un titre de perception (TP), en l'absence de prestations commandées.

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités sont dues à compter de 100 euros minimum. Le montant total des pénalités encourues est plafonné à **10%** de la valeur du bon de commande. L'assiette considérée est le montant des prestations ayant fait l'objet d'un paiement effectif au titulaire.

Les pénalités ne font pas l'objet d'une révision.

## **ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER**

## 11.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

---

Les prestations sont rémunérées sur la base des tarifs publics d'abonnement des éditeurs en vigueur pendant toute la durée d'exécution du marché, revus mensuellement avec justificatif fourni par le titulaire tel que précisé au CCTP.

**Le taux de remise contractualisé et le taux de frais de gestion de l'agence d'abonnement sont fermes.**

Tels qu'indiqués dans le bordereau des frais de gestion et de remise annexé à l'acte d'engagement, le taux de remise et le taux de gestion s'appliquent sur la base des tarifs publics d'abonnement des éditeurs (cf supra)

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations définies au CCAP et CCTP, y compris la mise à disposition et la gestion de la plateforme de commande en ligne ;
- Les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux formations sur site et réunions ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi commercial ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque,
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations
- Le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, aux douanes (inclus les frais de douanes) et au transport jusqu'aux lieux de livraison.

Les cas cités notamment ci-après, ne donneront donc pas lieu à facturation ou surcoût :

- Changement d'adresse de livraison ;
- Traitement des réclamations et demande de justificatifs ;
- Mise à disposition d'une plateforme de gestion des abonnements, ses mises à jour et évolutions, formations associées ;
- Remboursement des titres ou numéros non servis ;
- Consultation de site Internet par compte et sous-compte ;
- Fourniture de listes thématiques des titres ;
- Accès à la base titre du titulaire, fourniture de « période-test » dans le cas de publications électroniques.

**Le titulaire certifie que les prix unitaires des abonnements - avant application des remises figurant au bordereau des frais de gestion et de remise -sont ceux des barèmes publics des éditeurs français, le cas échéant et ceux des barèmes Europe pour les étrangers (tarif officiel contenu à l'intérieur des publications dans les deux cas).**

**En cas d'accord commerciaux, seuls les frais de gestion s'appliquent.**

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur et à chaque bénéficiaire, à leur demande, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

## 11.2 VARIATION DES PRIX

---

**Les taux de remise et/ou frais de gestion consentis par l'agence d'abonnement titulaire de l'accord-cadre sont fermes** pour toute la durée de l'accord-cadre, périodes de reconduction incluses.

**Les prix de règlement sont révisables mensuellement par ajustement sur le barème officiel des éditeurs avec justificatifs.** La transmission de ces informations tarifaires aux bénéficiaires s'effectue conformément à l'article 6.3.2 du CCTP.

## 11.3 TAUX DE CHANGE

---

Le taux de change appliqué (au tarif public éditeur) sera le taux de chancellerie du jour de la facturation disponible sur le site :

[http://www.economie.gouv.fr/dgfip/taux\\_chancellerie\\_change](http://www.economie.gouv.fr/dgfip/taux_chancellerie_change)

---

#### **11.4 ACCORDS COMMERCIAUX ET REMISES**

Des accords commerciaux sont négociés durant l'exécution de l'accord-cadre avec des éditeurs regroupant les plus gros volumes d'achat de l'Etat.

Le titulaire intègre dans ses relations commerciales et ses systèmes d'information les accords commerciaux conclus entre les bénéficiaires (Etat et/ou opérateurs sous tutelle de l'Etat) et ses fournisseurs (éditeurs de journaux, presse, périodiques, revues spécialisées, documentation juridique, etc.). Cette intégration s'effectue sans frais supplémentaires, ni pour l'éditeur, ni pour les bénéficiaires du présent marché. Les frais liés aux paramétrages, interfaçage et intégration dans son catalogue dans le cadre de ces accords commerciaux sont à la charge du titulaire du présent accord-cadre donc inclus dans ses frais de gestion. L'intégration s'effectue dans un délai maximum de quatre (4) semaines à compter de la date de la demande d'intégration émise par l'acheteur ou le bénéficiaire, la demande devant contenir l'ensemble des informations nécessaires à l'intégration de l'accord commercial.

Conformément au bordereau des frais de gestion et de remise, le prix de règlement des produits soumis à accords commerciaux est constitué du tarif accordé par l'éditeur dans le cadre de l'accord commercial auquel s'ajoutent uniquement les frais de gestion calculés en pourcentage du tarif public d'abonnement éditeur.

Le titulaire peut être amené à négocier des remises sur les prix publics à la demande et pour le compte des bénéficiaires sans frais supplémentaires.

---

#### **11.5 INTERRUPTION D'UN ABONNEMENT AVANT ECHEANCE**

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire interrompt un abonnement avant son échéance annuelle, le titulaire demande à l'éditeur si le bénéficiaire peut obtenir un avoir ou un remboursement si les conditions fixées par l'éditeur concerné le permettent. Le titulaire informe le bénéficiaire de la réponse de l'éditeur et procède à la régularisation conformément aux conditions de l'éditeur.

---

#### **11.6 AVANCES**

Sauf renoncement du titulaire précisé à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

---

#### **11.7 MODALITE FINANCIERES**

##### **11.6.1 Périodicité des paiements**

Les abonnements et prestation associées font l'objet d'une facturation annuelle à terme à échoir.

Le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article 11.6.4 du présent CCAP, le titulaire peut émettre une facture de régularisation faisant suite à une évolution du tarif public d'abonnement éditeur.

### **11.6.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

#### **Garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

#### **Cession/nantissement du bon de commande**

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

#### **Comptables assignataires**

Les comptables assignataires de l'État sont :

- Les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux services de l'État pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- Les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
  - L'arrêté du 23 décembre 2019, modifié, fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat.
  - L'arrêté du 21 décembre 2018, modifié, fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.
- les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 22 juillet 2024 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE). Cette décision peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle publiée au bulletin officiel du MTE.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

Pour les établissements publics de l'Etat, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Pour l'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'Etat (AGILE), en tant que mandataire d'un ou plusieurs services de l'Etat ou autre organisme eux-mêmes bénéficiaires du présent accord-cadre : le comptable de l'agence (courriel : [comptabilite@agile.immo](mailto:comptabilite@agile.immo)).

### **11.6.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente **(30) jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics ou cinquante (50) jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de

paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **11.6.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire dans le cadre du service fait présumé.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Les nom, adresse et SIRET du titulaire, compte bancaire ;
- L'identification des titres ;
- Les types de version commandées (papier et/ou numérique), ;
- Le nombre d'abonnements commandés ;
- Le tarif public d'abonnement éditeur HT et TTC ;
- Les taux de frais de gestion et de remise et leur montant ;
- Le ou les taux de TVA applicable(s) et leur montant ;
- L'identification du destinataire ;
- La période d'abonnement concernée ;
- Le montant total HT et TTC de la facture ainsi que le montant total de la TVA.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

#### **Factures de régularisation**

Le cas échéant, le titulaire peut émettre une facture de régularisation **une à plusieurs fois par an** faisant suite à une évolution du tarif public d'abonnement éditeur. La facture mentionne ou annexe :

- L'ancien tarif public d'abonnement éditeur, le nouveau tarif public éditeur ainsi que le pourcentage d'évolution ;
- La période d'abonnement concernée ;
- L'identification des titres ;
- Les types de version commandées (papier et/ou numérique), ;
- Le nombre d'abonnements commandés.

### **11.6.5 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **11.6.6 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **11.6.6 La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.**

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

#### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### **3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

### **11.6.7 Service fait présumé**

#### **Mise en œuvre de la procédure du service fait présumé**

Les prestations objet du présent marché sont éligibles à la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'ordonnateur et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

**Réversibilité du recours au service fait présumé :**

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour un, plusieurs voir l'ensemble des bons de commandes. Attention, il n'est toutefois pas envisageable de suspendre le SFP pour une partie seulement d'un bon de commande.

Lorsqu'un protocole d'accord a été mis en œuvre, le titulaire du marché est informé par écrit et dans les meilleurs délais de la décision de l'ordonnateur.

#### Gestion des trop-perçus liés au service fait présumé :

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur.

Lorsque la procédure de remboursement ou d'avoir prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

#### **11.6.8 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **vingt-et-un (21) jours** à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **50 %** de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

#### **11.6.9 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.
- 

## ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 12.1 ECHANGES DEMATERIALISES

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- Par messagerie électronique : [fpg.dae@finances.gouv.fr](mailto:fpg.dae@finances.gouv.fr).
- Profil d'acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 12.2 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 12.3 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Mise en place du marché

Souscription et gestion des abonnements **Ces tâches sont décrites aux articles 6.1.1, 6.1.2 et 6.1.3 du CCTP ».**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, **le taux maximal de sous-traitance par bon de commande** à verser par paiement direct au sous-traitant, les

conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité, par dérogation au CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité journalière de **100** EUR HT par jour de retard

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

---

#### **12.4 ASSURANCES**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

---

#### **12.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

- À son relevé d'identité bancaire ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>**.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

**a)** L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

**b)** Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail.

Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient.

## 12.6 RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence : cas de résiliation pour événements extérieurs ou événements liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- **Manquement grave et répété à l'engagement d'insertion ;**
- **Non-respect du RGPD.**

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

## 12.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## 12.8 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre ou du lot concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation**

#### Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande.

L'annulation d'un bon de commande par le bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (**article 46.2 CCAG FCS**) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

## 12.9 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## 12.10 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.]

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **PARIS**

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

## ARTICLE 13 - ANNEXES

Annexe : Constitution des lots - « CCAP\_Annexe\_Constitution\_lots ».

## ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire objet de la dérogation
- 10.2.2	- 3.7.2	<p><b>- Délai de 48 heures au lieu de 15 jours</b></p> <p>« Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures maximum à compter de la réception de la commande par courriel ou tout autre moyen de transmission permettant d'attester de façon certaine la réception de la commande pour présenter des réserves. Passé ce délai, le titulaire est engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande »</p>
- 10.14. 4	- 14.1.3	<p><b>- Mise en œuvre des pénalités</b></p> <p>Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités sont dues à compter de 100 euros minimum. Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 10% de la valeur du bon de commande. L'assiette considérée est le montant des prestations ayant fait l'objet d'un paiement effectif au titulaire.</p>
-12.3	- 3.6.3	<p><b>- Absence de communication du/de contrats de sous-traitance</b></p> <p>« En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité, par dérogation au CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité journalière de <b>100</b> EUR HT par jour de retard »</p>
-12.6	- 33	<p><b>- Aucun droit à indemnisation si résiliation pour motifs d'intérêt général</b></p> <p>« Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation ».</p>